

Le pillage colonial, ça suffit !



● **8 raisons de dire non au traité Chili-UE**

1. Implique le Chili dans des opérations militaires

Les militaires chiliens peuvent être envoyés au combat, menaçant notre neutralité et risquant des représailles pour s'être alignés sur l'Union européenne.

2. Négociation secrète

Sebastián Piñera a négocié le traité en pleine révolte. Gabriel Boric n'a pas mené la consultation indigène et l'a signé en écoutant les entreprises minières et énergétiques, l'agro-industrie et les banques, et en ignorant l'opposition citoyenne. Le texte du traité avec l'Union européenne est en anglais !

3. Il fera du Chili une colonie

L'UE interdira les redevances sur les biens stratégiques tels que le lithium ; elle contrôlera son prix dans les transactions du Chili avec d'autres pays et bénéficiera d'un accès privilégié à l'énergie et aux infrastructures nationales. Le coût socio-environnemental de la fourniture de carburant et de lithium pour les batteries des voitures électriques européennes sera payé par les territoires.

4 Il y aura plus de zones d'abattage et moins de nourriture.

L'extraction du lithium consomme beaucoup d'eau et détruit les territoires indigènes. L'exportation massive d'hydrogène "vert" nécessite des processus pour lesquels il n'existe pas de normes. La perte massive de terres agricoles au profit de mégaplantes éoliennes et solaires entraînera une baisse de la production alimentaire. Le Chili ne sera pas en mesure de favoriser les petites et moyennes exploitations agricoles, tandis que l'UE maintiendra les subventions accordées à ses agriculteurs.

5. Fonctionne dans des conditions et des opportunités inégales

Il est absurde de considérer le Chili comme l'égal de l'Union européenne en termes d'industrialisation, d'éducation et d'accès aux droits économiques et sociaux, comme le fait le traité. En 2022, le produit intérieur brut (PIB) de l'UE a atteint 13 360 337 € (millions d'euros). Au Chili, il s'élevait à 285 355 millions d'euros. La violation des droits des travailleurs ne fera que s'aggraver avec un traité qui nous laisse figés dans la situation actuelle.

Huit raisons

6. Le Chili sera contraint de financer un tribunal privé étranger

Le Chili devra intégrer dans son budget annuel le coût élevé d'un système permanent de règlement des différends chargé d'examiner les plaintes relatives aux réformes des retraites, de la santé, de l'environnement ou autres, qui affectent les bénéfices des investisseurs européens.

7. Plus de dépendance. Le marché public offert à l'UE

Il viole la souveraineté : il interdit de subordonner les investissements à un transfert de technologie ou de garantir la présence de responsables nationaux dans les entreprises communes. Il rendra les médicaments plus chers en renforçant les monopoles pharmaceutiques. De puissantes entreprises européennes feront une concurrence déloyale aux PME chiliennes lors des appels d'offres pour les marchés publics, en utilisant toutes nos informations financières.

8. Risques liés à la crise climatique et droits humains

Il n'y a aucune garantie de respect des droits fondamentaux et de l'environnement. Cet "accord" a été négocié par le gouvernement Piñera, accusé au niveau international de violation systématique des droits humains et droits de l'environnement, et signé par le président Boric, qui s'était auparavant opposé à de tels traités. Si le Congrès l'approuve, il renforcera le discrédit de la classe politique. La vie vaut plus que les affaires ! Les jeunes ne veulent plus de la même chose et ne veulent pas être les serviteurs du Nord.

Le Congrès va voter:

Demandez aux députés et aux sénateurs de rejeter le traité néo-colonial !

www.mejorsintlc.cl f chilemejorsintlc X@chilesintlc IG ChileMejorsinTLC